

La Chambre de commerce plus critique face au gouvernement

# Pourquoi attendre l'état de crise?

par Roger LEROUX

La Chambre de commerce de la province de Québec regrette le manque de fermeté du gouvernement québécois dans l'exercice de son leadership et déplore qu'il n'agisse qu'en période de crise ou attende les rapports d'enquête pour poser des gestes.

C'est le message principal qu'ont livré, hier, au premier ministre Robert Bourassa les dirigeants de l'organisme provincial à l'occasion de la présentation de son mémoire annuel. Qualifiant de "cordiale la réception du premier ministre malgré les choses sévères qu'on avait à dire", les représentants de la Chambre ont expliqué leur prise de position aux journalistes en s'interrogeant: "Pourquoi attendre l'état de crise", a lancé le président,

M. Claude Duhamel. N'y aura-t-il pas moyen d'avoir dans l'appareil gouvernemental un mécanisme qui permettrait une revue opérationnelle de ce qui se passe dans la société?"

Le mémoire de 1975 diffère quelque peu de ceux auxquels nous avons habitué la Chambre de commerce au cours des dernières années. En plus de se montrer un peu plus critique face au gouvernement, la Chambre a cru bon cette année de mettre un peu moins d'emphase sur les questions économiques pour parler de ce qu'elle a appelé la "conjoncture sociale".

Une conjoncture sociale ainsi décrite: "Une situation qui se manifeste par la radicalisation des options, par l'affrontement systématique des forces sociales en présence, par la primauté

de l'égalité et de la sécurité sur la compétence, par la progression de la tolérance de l'illégalité délibérée et de la désobéissance civile, par l'expression de la non confiance et par l'incertitude."

Dans cette optique, la Chambre y va de trois recommandations au gouvernement:

1— faire respecter les lois, n'adopter que celles qu'il a la ferme intention d'appliquer et retirer celles qui ne sont pas applicables;

2— avant de mettre en oeuvre quelque nouveau programme de sécurité sociale que ce soit, réviser les mécanismes d'accessibilité aux programmes existants afin de rétablir une meilleure incitation au travail et, dans

les cas des soins de santé, s'assurer de l'efficacité des sommes dépensées afin d'éviter le gaspillage et ramener ces coûts à un niveau plus près de la moyenne canadienne;

3— avant de créer de nouvelles entreprises d'Etat, s'assurer que le secteur privé ne peut mieux ou de manière équivalente satisfaire les besoins identifiés et ne pas créer des conditions qui font des entreprises d'Etat une concurrence déloyale aux entreprises du secteur privé.

Mesures sociales

La Chambre souligne dans son mémoire qu'elle n'aurait pas d'objections à ce que le salaire minimum soit le plus élevé au Canada ou dans le monde si le gouvernement pouvait légiférer aussi efficacement sur l'augmentation de la productivité et la protection des entreprises de production contre les biens et services venant de partout ailleurs dans le monde où les salaires sont moins élevés et la productivité plus grande.

Par ailleurs, en ce qui a trait au programme de revenu minimum garanti étudié par le gouvernement, il apparaît plus opportun à la Chambre si, d'une part2 était réalisée une bien plus grande efficacité des sommes déjà dépensées dans les domaines de la santé et de bien-être et, d'autre part, si l'on pouvait bien évaluer la portée des programmes actuels et leur rythme de croissance.

Le mémoire ajoute que l'on consacre beaucoup plus d'efforts à partager le gâteau qu'à en accroître le volume et qu'en conséquence il faut s'assurer que la conception de nouveaux programmes sociaux n'incitera pas un trop grand nombre à se retirer du marché du travail et à limiter ou cesser leur contribution à la production.

De l'avis des représentants de la Chambre provinciale, au cours des

derniers mois, trop de conflits ont pris une tournure illégale et ils proposent en conséquence que soient introduites de nouvelles règles du jeu puisque les responsables ne semblent pas prêts ou capables de respecter et d'appliquer celles qui existent.

Relations de travail

Après avoir proposé l'an dernier quelques mesures touchant les votes de grèves dans les syndicats, l'organisme provincial suggère maintenant un dialogue entre le gouvernement, l'entreprise et les syndicats pour tenter de trouver des points de rencontre entre les parties au lieu d'accroître les points de divergences. C'est d'ailleurs le thème retenu pour le congrès annuel, "Partenaires... bon gré, mal gré".

Entreprises d'Etat

Après l'annonce des intentions du gouvernement d'intervenir par le biais de sociétés d'Etat dans les secteurs de l'aluminium, des pâtes et papiers et du pétrole, les dirigeants de la Chambre craignent maintenant des interventions analogues dans le secteur de l'assurance-automobile et de l'acier.

"En observant les réalisations du gouvernement du Québec dans les entreprises de production de biens où il s'est déjà engagé, nous comprenons difficilement pourquoi il s'évertue à accentuer ces engagements..."

"Nous croyons que le gouvernement devrait plutôt concentrer ses efforts à encourager le secteur privé à faire ces investissements. Si, malgré cela, le secteur privé juge ces investissements non rentables, il faudra alors se poser de sérieuses questions sur leur opportunité".

Interrogés par les journalistes sur le projet d'aluminerie mis de l'avant par le ministre Guy Saint-Pierre, les représentants de la Chambre devaient reprendre les objections formulées

par l'Alcan: "Si c'est un projet rentable, pourquoi l'entreprise ne le ferait-elle pas; si ça ne marche pas, ce sera un fiasco qui sera payé par les contribuables"

Erosion du pouvoir

La Chambre reprend par ailleurs une de ses critiques de l'an dernier et déplore l'érosion du pouvoir législatif et ne croit pas sain de recourir à la législation déléguée au Conseil exé-



M. Claude Duhamel, le président de la Chambre de commerce de la province de Québec.



Mme Micheline Massé dirige la seule compagnie au monde qui se spécialise dans la recherche de la valeur et du statut actuel d'actions et d'obligations émises depuis 1850.

## Les vieux titres, ça vaut parfois de l'or

par Marie CAOUILLE

Ne jetez pas vos vieux titres jaunés au panier! Même si la compagnie est disparue pour une raison ou une autre, ces documents peuvent valoir quelque chose, parfois être une petite mine d'or!

Une compagnie montréalaise, le Service d'informations boursières Inc., est spécialisée depuis presque six ans déjà dans la recherche de la valeur et du statut actuel d'actions et d'obligations émises n'importe où dans le monde depuis 1850.

Sa présidente, Mme Micheline Massé, affirme que sa compagnie est la seule au monde à fournir un tel service. Sa clientèle est autant québécoise, que canadienne, américaine, mexicaine ou même parfois européenne.

Nombre de personnes possèdent de vieux titres selon madame Massé. Hérités d'un grand-père ou oubliés au fond d'un tiroir par un investisseur persuadé d'avoir perdu son argent à la bourse lorsque la compagnie disparut dans la brume. Ce sont les femmes, épouses, filles ou petites-filles de ces investisseurs "malheureux" qui font le plus souvent affaire avec la compagnie fondée et administrée par madame Massé, une diplômée de la faculté de Commerce de l'université de Montréal.

Les Québécois sont souvent aussi détenteurs de vieilles valeurs minières tandis que les Américains, qui représentent en volume la plus grosse clientèle de l'entreprise, sont généralement détenteurs de vieilles valeurs industrielles, souligne madame Massé au chapitre des particularités nationales d'investissement.

Vaut-il la peine de s'intéresser à nouveau à ces vieux papiers? Oui, affirme la présidente du Service d'informations boursières (SIB). Car les compagnies disparaissent rare-

ment dans la brume. Elles distribuent lors d'une faillite un dividende de liquidation, ou sont amalgamées à une plus grosse compagnie, leurs actions gardant encore une valeur marchande.

Si la poule aux oeufs d'or n'est pas le lot de tout le monde, quelques clients du SIB ont cependant eu d'agréables surprises en confiant leurs documents pour recherche à la jeune présidente. Ainsi une dame de Québec a récupéré quelque \$24,000 de ses actions achetées, il y a plusieurs années, de la compagnie Powell River, spécialisée dans les mines et les pâtes à papier. La compagnie disparut un jour ou plutôt ses actions cessèrent d'être transigées en bourse. Elle avait été amalgamée à Macmillan Bloedel dont les actions valaient, au moment où la dame fit affaire avec le SIB, \$30 l'unité!

Le SIB est un service dont usent principalement ceux qui ne sont pas des professionnels du milieu de la finance. Qui pourrait le croire, mais il y a encore des détenteurs de bons de la Victoire ou d'actions de la Beauharnois Power Corp. Ltée, qui est disparue au moment de la nationalisation de l'électricité au Québec, parmi les clients du SIB?

D'autres, peut-être plus informés, mais incapables de retracer la piste d'actions achetées de compagnies étrangères, ont apporté à madame Massé des valeurs achetées entre 1888 et 1907 de la Compagnie française du canal de Panama. La compagnie fit faillite en 1907 en même temps que la firme montréalaise qui en faisait la promotion et la vente au Québec. Le SIB a retracé, péniblement, dit madame Massé, la piste des fiduciaires de la compagnie qui, a-t-elle appris, a fait quatre loteries annuelles depuis l'année de sa faillite jusqu'en 1971. Nombre de gagnants n'ont jamais réclamé leur prix, ignorant le mode de liquidation choisi par la compagnie!

Le Service d'informations boursières a ainsi recouvré pour ses clients plus de \$500,000 d'actions et d'obligations encore négociables. Y a-t-il une limite à ce jeu de détective? Selon madame Massé, non. Plus de 6,000 compagnies s'amalgament chaque année en Amérique du Nord et il est difficile pour celui qui ne suit pas systématiquement la vie du monde financier de savoir où est rendue la compagnie dont il avait à un moment ou à un autre acheté des titres.

Les débuts de madame Massé dans ce domaine tiennent à un souci d'assurer à son salon une décoration originale! Sans doute parce que son mari était courtier, Micheline Massé se mit à collectionner à cet effet vieux titres et vieux documents d'actions et obligations. Par jeu, elle essaya d'en déterminer la valeur et le statut. Puis, elle se prit dans l'engrenage et fonda sa compagnie. L'automne dernier seulement, elle tapissa enfin son bureau de travail des "vieux papiers" qu'elle avait amassés.

La compagnie montréalaise a pris de l'expérience depuis six ans. Au fil des recherches, on a constitué l'historique de plus de quatre millions de compagnies différentes classées sur fiches, dans une banque de microfilms et dans une bibliothèque privée. Les nouveaux cas dont est saisie madame Massé sont principalement retracés dans une série de vieux volumes financiers, édités annuellement depuis 1900 par quelques compagnies spécialisées dans le rapport de l'activité des compagnies minières, manufacturières, pétrolières, etc.

Le SIB occupe présentement un personnel de quatre personnes: monsieur et madame Massé, un chercheur et une secrétaire. Deux analystes à temps partiel et plusieurs correspondants dans le monde complètent l'équipe du Service d'informations boursières.

## LEWIS

### 'UN SUPER SPECIAL POUR L'ÉTÉ

Réduit jusqu'à Samedi le 31 mai



JUNIOR	- 11 - 12 - 13	-	Reg. 12 <sup>99</sup>	\$9 <sup>00</sup>
GARÇONS	- 1 à 6	-	Reg. 15 <sup>00</sup>	\$10 <sup>00</sup>
HOMMES	- 6 1/2 à 12	-	Reg. 16 <sup>00</sup>	\$11 <sup>00</sup>

PLACE LAURIER  
 PLACE FLEUR DE LYS  
 CENTRE D'ACHATS CANADIENNE  
 GALERIES CHAGNON, LEVIS

653-9744  
 524-8051  
 661-4266  
 837-3072



## Construction, machinerie et outillage

## Immobilisations de \$36 milliards en 1975

par Michel MORIN

C'est principalement grâce aux investissements des gouvernements si les immobilisations à l'échelle canadienne en construction, machines et outillage conserveront, en 1975, un taux de croissance de 13,5%, passant de \$32,451 milliards en 1974 à \$36,881 milliards en 1975.

C'est en tout cas ce qui ressort des chiffres publiés par Statistique Canada dans une brochure intitulée "Investissements privés et publics au Canada Perspectives 1975". Les chiffres présentés dans cette étude sont fondés sur un questionnaire adressé à 24,000 entreprises commerciales et aux gouvernements des différents niveaux.

Un président d'une compagnie américaine d'automobiles a déjà dit: "Ainsi va l'industrie de l'automobile, ainsi va l'économie des Etats-Unis". Au Canada on dit souvent: "Ainsi va la construction, ainsi va l'économie". Mais à regarder de plus près les

perspectives d'immobilisations canadiennes en 1975, dont près de la moitié de l'augmentation totale des immobilisations est attribuable directement aux sociétés paragonnementales (notamment en ce qui concerne l'électricité) et aux ministères, on serait tenté de dire: "Ainsi va le gouvernement, ainsi va l'économie".

En effet quand on compare les perspectives d'immobilisations en 1975 pour les différents secteurs commerciaux et gouvernementaux, les contrastes des taux de croissance apparaissent à la première lecture.

L'habitation et le commerce de gros et de détail, qui en 1975 avaient contribué pour près du tiers des augmentations en immobilisations, offrent cette année une tout autre perspective. Chacun de ces secteurs présente en 1975 des immobilisations qui au total seront inférieures de 5% à ce qu'elles étaient l'an dernier.

A côté de ces taux de croissance

négatifs pour ce qui est du commerce et de l'habitation, on retrouve des taux de croissance faibles et modérés pour ce qui est des immobilisations dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, de la forêt et des mines, de l'industrie de la construction, de la finance, des assurances et immeubles, des services commerciaux et des institutions dans le domaine social. Ces taux de croissance faibles et modérés des immobilisations varient entre 2% pour les forêts et 16% pour l'industrie de la construction, les institutions, l'agriculture et la pêche.

Puis viennent les taux de croissance élevés pour les immobilisations en 1975. Dans le groupe commercial on retrouve d'abord le secteur de la fabrication, qui, selon les répondants, connaîtra une augmentation de 22% au chapitre de ses immobilisations. A ce secteur proprement de l'entreprise privée, il faut ajouter les services d'utilité publique, où sont bien présentes les sociétés paragonnementales, et les ministères gouvernementaux.

taux. Dans ce dernier cas, le taux de croissance des immobilisations en 1975 est de 20% et il est de 25% dans le cas des services d'utilité publique.

Spécifiquement, on retrouve une augmentation de \$856 millions au niveau des différents ministères et de \$1 milliard seulement au niveau de l'énergie électrique. Cela fait donc près de \$2 milliards d'immobilisations nouvelles qui proviennent directement des sociétés paragonnementales et des ministères, sur les \$4,431 millions d'augmentation totale pour tous les secteurs. Si l'on ajoute à cela les augmentations des immobilisations des différentes sociétés paragonnementales dans les transports aériens, les chemins de fer, les réseaux de transport urbains, les communications, on peut facilement conclure que près de la moitié des augmentations des immobilisations canadiennes en 1975 sont attribuables, soit aux gouvernements, soit aux sociétés paragonnementales.

Si la fabrication fait ressortir une hausse appréciable de 22% pour les immobilisations en construction, machines et outillage en 1975, toutes les industries manufacturières n'y retrouvent pas la même consolation.

En effet, sur dix-neuf types d'industries manufacturières clairement identifiées, au moins neuf affichent des baisses pour leurs immobilisations en 1975. Ce sont les aliments et boissons, les tabacs, le caoutchouc, le cuir, les textiles, la bonneterie, les vêtements, le bois, les meubles et accessoires, et le matériel de transport qui affichent des réductions de leurs projets d'investissements pour 1975 inférieurs aux niveaux élevés atteints en 1974.

En fait, les programmes d'investissement dans le secteur manufacturier font ressortir une expansion appréciable d'un certain nombre de groupes

d'industries qui explique l'augmentation élevée de 22,4% des immobilisations par rapport à 1974. Ces groupes d'industries qui sont responsables de cette hausse sont l'industrie des produits chimiques (\$560 millions en immobilisations de plus qu'en 1974), qui comprend les usines d'eau lourde, la première transformation des métaux (\$397 millions), et les usines de papier (\$157 millions).

Par province

La comparaison du total par province des dépenses d'investissement prévues pour 1975 par rapport à 1974 fait ressortir les augmentations suivantes: Saskatchewan, 22,0%; Alberta, 16,9%; Ontario, 15,6%; Nouveau-Brunswick, 14,5%; Québec, 13,8%; Colombie-Britannique, 10,1%; Manitoba, 9,1%; Terre-Neuve, 4,9%; Nouvelle-Ecosse, 3,9%. Dans le cas de l'Île du Prince Édouard on retrouve même une réduction de (5,8%), de 7,5% dans le cas du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

## Le printemps précoce risque de nuire aux récoltes québécoises

par Marc LESTAGE

Le printemps précoce que le Québec a connu en avril et mai a permis de devancer de quatre à six semaines la date d'ensemencement des champs, par rapport à 1974, dans l'ensemble de la province.

Cette situation risque toutefois de causer des pertes importantes à tous les producteurs de légumes de la plaine de Montréal, en raison de la sécheresse prolongée qui a suivi.

En effet, selon la Régie de l'assurance-récolte du Québec, le taux de germination des pois et des cultures céréalières du sud de Montréal s'est maintenu à moins de 30 pour 100 jusqu'à ce jour.

C'est plus que suffisant pour que les horaires de livraison des légumes aux usines de mise en conserves soient complètement déréglés et que les produits agricoles provenant de ces récoltes soient déclassés pour cause de maturité inégale.

Cette situation ne laisse aucun doute dans le cas des champs de pois de 600 producteurs maraichers inscrits à l'assurance-récolte qui ont signalé des retards dans la germination de leurs cultures. L'assèchement du sol était tel depuis un mois dans cette région qu'à peine 25 pour 100 de la semence a commencé à pousser. Les autres 75 pour 100 des semences ont été en partie brûlés dans le champ. Les pousses qui commenceront de pousser cette semaine (si la pluie

continue) ne pourront pas atteindre une taille normale avant la cueillette mécanisée. L'ensemble du produit de la récolte sera donc déclassé puisqu'il comprendra des gousses de plusieurs dimensions.

Climat

Un spécialiste du ministère de l'Agriculture, M. Raymond Poiré, attaché au service de l'agrométéorologie de la Régie de l'assurance-récolte, vient de dresser un tableau des conditions météorologiques des derniers mois.

Son travail s'inspire d'une accumulation de données faites à travers un réseau de plus de 100 postes d'échantillonnage à travers la province.

Traditionnellement, les semences ont lieu de la mi-mai à la mi-juin au Québec, compte tenu du décalage climatique important entre les régions de Montréal, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi et de l'Est du Québec. En 1974, en raison des pluies très abondantes de quatre à huit pouces d'eau par mois durant avril et mai, les semences avaient été retardées au mois de juin et jusqu'au début de juillet.

Cette année, par ailleurs, il est tombé à peine un pouce d'eau en moyenne à travers la province durant ces deux mois. Cela a permis aux champs de s'assécher beaucoup plus rapidement. Certains producteurs de la région de Saint-Jean ont ainsi pu

ensemencer leurs champs à la fin d'avril.

De façon générale, les travaux préparatoires de champs ont été complétés environ un mois plus tôt que prévu.

En ce qui concerne la végétation (prairies et plantes vivaces), la longue sécheresse des mois d'avril et de mai a retardé la pousse d'environ 15 jours. On constate donc ironiquement aujourd'hui que la végétation accuse un retard de deux semaines sur la moyenne, même si les semences ont eu lieu beaucoup plus tôt que la normale.

Partout au Québec, l'absence de pluie a touché suffisamment les prairies pour empêcher les agriculteurs de sortir leurs animaux avant la semaine dernière. C'est beaucoup plus tard que prévu.

C'est donc avec soulagement que les producteurs agricoles ont accueilli la pluie des derniers jours.

Selon M. Poiré, il faudrait que les précipitations continuent de s'accumuler au rythme d'environ un pouce par semaine durant tout le mois de juin et juillet pour que la nature "reprenne son souffle".

Même si cette perspective risque d'amocher plusieurs fins de semaine, cet été, les consommateurs y gagneront aussi au change quand on connaît l'efficacité des industriels de l'agro-alimentaire à nous faire payer les pots cassés...



La récolte de 1975: une saison qui s'annonçait très bien pourtant... avant cette sécheresse.

Le Soleil, Raymond Lavé

## Pollack propose de rembourser, en trois ans, \$3 millions à ses créanciers non garantis

par Jean-Paul GAGNE

M. Pollack Ltée, la société propriétaire des magasins Pollack de Québec, Ste-Foy, Lévis et Trois-Rivières, a présenté, hier, devant une cour montréalaise le plan de paiement des dettes encourues auprès de ses créanciers jusqu'au premier mai dernier.

En vertu de ce plan, M. Pollack Ltée entend payer la totalité des dettes contractées envers ses créanciers non garantis (unsecured creditors) sur une période de trois ans.

Plus précisément, M. Pollack Ltée versera 10 cents trente jours après l'approbation par la Cour et les créanciers de la proposition du débiteur 15 cents le 31 janvier 1976, 15 cents le 31 juillet 1976 et ainsi de suite jusqu'au 31 juillet 1978.

Au cours d'une entrevue, le Dr Samuel Pollack, président du conseil de M. Pollack Ltée, a déclaré que les créanciers auront à approuver cette proposition dans environ trois semaines.

Quant aux créanciers garantis (secured creditors), ils seront remboursés selon les ententes particulières qu'ils concluront avec le débiteur. Le Dr Pollack a affirmé qu'il y a très peu de créanciers garantis.

La famille Pollack, par l'intermédiaire de trois compagnies immobilières qui lui

appartiennent en exclusivité, est aussi un important créancier, mais la proposition soumise devant la Cour prévoit que cette dernière ne sera réglée qu'en dernier lieu.

Il en est ainsi d'ailleurs des prêts personnels consentis par deux membres de la famille, le Dr Pollack et sa soeur. Au total, les sommes avancées par les trois compagnies familiales et les deux actionnaires sont de l'ordre de \$1 million. Aucun intérêt ne sera en outre payé sur ce montant pendant la période de remboursement de la dette.

M. John Swidler, le fiduciaire nommé par la Cour à la suite de la requête de Normandie Handbags, restera en poste jusqu'à l'adoption de la proposition du débiteur alors qu'il sera remplacé par un comité de cinq créanciers pour la durée de l'entente.

Le Dr Pollack estime que les magasins Pollack vont actuellement très bien et qu'ils suffiront à payer les dettes accumulées d'environ \$3 millions envers les créanciers non garantis.

Le président de M. Pollack Ltée a déclaré que la situation financière de sa compagnie est presque identique à celle de l'an dernier et que les difficultés récentes ne s'expliquent que les coûts plus élevés que prévus du

nouveau magasin des Galeries Chagnon à Lévis et du départ plus lent que prévu du commerce à cet endroit.

M. Pollack a soutenu que cet épisode ne se serait jamais produit n'eût été de la décision inexplicable d'un dirigeant de Normandie Handbags de faire appel à la Cour des faillites pour régler un compte de \$33,000 de M. Pollack Ltée à l'endroit de ce fournisseur de plus de 30 ans. "S'il m'avait appelé, a dit le Dr Pollack, nous aurions certainement réglé l'affaire sans difficulté".

Interrogé sur chacun de ses magasins, le Dr Pollack a soutenu que le magasin de Ste-Foy est rentable et qu'on ne compte pas louer davantage d'espace à d'autres commerces. On sait déjà que la Caisse pop Laurier, Voyageur et que les Voyages Frontenac sont locataires de l'édifice.

La même situation existe à Trois-Rivières où trois étages du magasin ont été loués; le magasin est maintenant rentable et le Dr Pollack estime que la récente fermeture du magasin Dupuis dans la capitale de la Mauricie devrait accroître la rentabilité du magasin Pollack.

(Soit dit en passant, la ville de Trois-Rivières est la deuxième ville du Canada pour le plus grand nombre de

pièdes carrés de plancher consacré au commerce de détail par rapport à la population).

Les magasins Pollack em-

ploie entre 800 et 900 personnes. L'origine de l'entreprise remonte à 1912 alors que fut fondé le premier magasin à l'endroit de l'immeuble ac-

tuel de la rue St-Joseph par M. Maurice Pollack (le père du Dr Samuel), un juif d'origine russe arrivée à Québec dix ans auparavant.

# COSE

VOUS OFFRE

13 sessions de formation estivales sur le site enchanteur du Château Bonne Entente 3400 Chemin Ste-Foy Québec, P.Q.

- |   |  |
|---|--|
| 1 - Chronométrage                                     | 8 - Analyse des Besoins de Formation               |
| 2 - Gestion de Projets                                | 9 - Relations Interpersonnelles                    |
| 3 - Systèmes & Procédés Administratifs                | 10 - Techniques d'Entrevues                        |
| 4 - Evaluation des Emplois                            | 11 - Contrôle de la Qualité en Milieu Hospitalier  |
| 5 - Arbitrage de Griefs                               | 12 - Contrôle de la Qualité en Milieu Éducationnel |
| 6 - Introduction au Contrôle des Pertes par Accidents | 13 - Gestion par la Créativité                     |
| 7 - Formation de Formateurs                           |  |

Toutes ces sessions se tiendront entre le 11 et le 29 août 75. Date limite d'inscription: le 27 juin 75.

Pour renseignements: **COSE** 685 Cathcart, 4e Etage Montréal, P.Q. Tél.: 514-866-5393

**Fiducie du Québec**  
le "Trust" des Caisses populaires

## Dépôts garantis

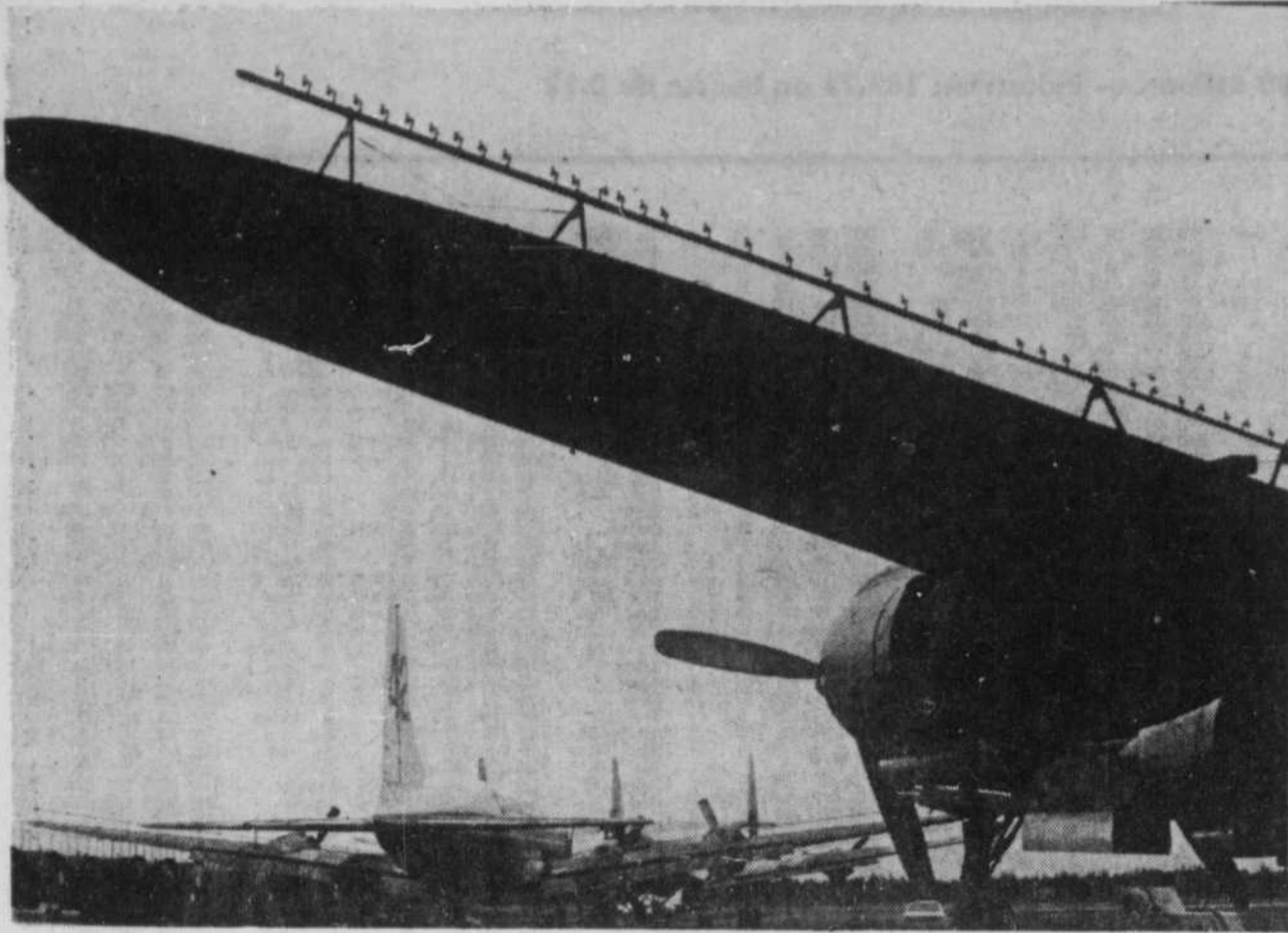
# 9 1/2 %

• Dépôt initial minimum \$5,000.  
• intérêt payable semi-annuellement.

# 5 ans

Renseignez-vous à votre Caisse populaire ou directement à la Fiducie du Québec, au soin de:

M. Michelin Giguère  
Fiducie du Québec  
250 ouest, Grande-Allée  
Québec, G1R 4M8  
Téléphone: 524-4651 poste 248  
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec



Sur les ailes des Super-Constellation qui faisaient la gloire des sociétés aériennes il y a 20 ans, on a posé des gicleurs savamment calibrés pour la pulvérisation des insecticides.



Au-dessus des forêts de l'arrière-pays du Saguenay, un quadrimoteur DC-6 pulvérise, à 230 milles à l'heure, son chargement d'insecticides. Il est 21h15, une heure propice aux arrosages.

## La lutte à la tordeuse, une guerre perdue d'avance

# Se battre pour sauver l'essentiel

Parce que la bataille se déroule dans la solitude des forêts, on ne soupçonne pas l'ampleur et la complexité qu'a pris le déploiement des forces de lutte contre la tordeuse des bourgeons de sapin et d'épinette.

Au Québec, c'est devenu une guerre d'envergure.

Une guerre qui a son général, son état-major, une division de 400 hommes, une escadrille de deux douzaines d'avions et d'hélicoptères, un réseau de communication en alerte 24 heures par jour.

En bordure des pistes, il y a des usines d'armement où les mélangeurs d'insecticides travaillent le masque à gaz sous le nez. Autour d'avions qui faisaient la gloire des sociétés aériennes il y a 20 ans, les mécanos font de leur mieux pour maintenir en état de vol ces bagnoles de l'air.

Dans des maisons mobiles, des statisticiens, incapables de dénombrer les milliards de victimes, dressent des bilans d'arrosages dont les données sont engouffrées dans un ordinateur à Québec.

Des batailles à gagner

Préparée par une logistique de dix

mois, la guerre à la tordeuse dure un mois et demi. C'est une guerre perdue d'avance, car l'ennemi progresse vers la défoliation de 120 millions d'acres, sur une bande de forêts de 600 milles de long par 200 de large.

L'important n'est plus de gagner la guerre, mais de sauver l'essentiel. Pour le directeur de la conservation au ministère des Terres et Forêts, M. Guy Boissinot, il faut arroser (7,2 millions d'acres cette année et 10 millions, l'an prochain) dans l'espoir de conserver verts des coins de forêt qui seront nécessaires à l'économie forestière dans les années 1980 et 1990.

Car le point de non retour entre la production de la forêt québécoise et ce qu'on y coupe approche. Dans certaines régions, on coupe même plus présentement que ce que la forêt est capable de produire. L'épidémie de la tordeuse vient dramatiquement aggraver le problème.

Il est 6h30 du soir. Les Québécois soupent en écoutant les bulletins de nouvelles et se préparent à suivre un match de hockey à la télévision.

Sur une piste de l'aéroport de l'Ancienne-Lorette, un bi-moteur turbo-propulsé s'apprête à décoller. Pen-

dant que l'équipage épuise la liste des manoeuvres préparatoires au lancement de l'appareil, Réal Desaulniers lit la dernière édition du SOLEIL.

Le responsable du programme d'arrosage de la tordeuse a passé une heure au sol à régler des questions urgentes. Ce matin, il était à Bonaventure pour mettre au point cette base d'arrosage. Puis il est passé à celle de

A mesure que l'avion file vers la partie nord-ouest du parc des Laurentides, l'hiver fait voir encore quelques taches blanches, et plus à l'est, des lacs à peine libérés de leurs glaces.

Le soleil couchant saute d'un lac à l'autre, comme dans autant de miroirs. Puis, c'est une mince couche de nuages. "Un temps comme ça, des lacs calmes à la tombée du jour, c'est idéal

arbres, à la vitesse de 230 milles à l'heure.

Le Québec est le premier pays au monde à utiliser des DC-6 et des Super-Constellation pour ce genre d'opération. Ce qui étonne et fascine les Américains de la Nouvelle-Angleterre. Ils doivent, eux aussi, se lancer dans la lutte contre la tordeuse. Ils viennent voir comment font le Québécois.

Un trait d'arrosage

La première impression qui vient à regarder ainsi un avion arroser, c'est le mince sillage que l'avion laisse derrière lui par rapport à l'ensemble de la forêt. La pulvérisation, malgré ses 3.000 pieds de diffusion, ressemble à un coup d'arrosoir dans un très grand parterre. La forêt québécoise se révèle ici dans toute sa dimension. En pensant qu'elle est attaquée de toute part par la tordeuse, on découvre l'ampleur de la tragédie.

Le DC-6 file droit sur une distance de 20 milles. Au bout du bloc 316, identifié sur une carte, l'équipage coupe la pulvérisation, l'avion fait demi-tour, et reprend le travail, un peu comme un cultivateur qui enseme un champ. Au-dessus des lacs, la pulvérisation cesse. La traînée brune des insecticides s'arrête, puis reprend de l'autre côté.

La précision du largage est étonnante! Pour en arriver là, le Québec a dû faire, au cours des années, de nombreuses expériences. Il a finalement réussi à adapter à l'arrosage des forêts le système de navigation par inertie (système Litton), le même qu'on retrouve à bord des Boeing 747 des grandes lignes aériennes.

On pense déjà au satellite

Des fonctionnaires des Terres et Forêts ont passé des mois à préparer des cédules d'opération. Les coordonnées et les données ont été placées dans un programme d'ordinateur. Chaque avion arroseur a été muni de son ordinateur. L'équipage, au moment du décollage, met en branle le système complexe de navigation et se dirige vers les aires d'arrosage.

C'est ainsi que les lignes de vol peuvent être suivies avec une grande précision. Le directeur des opérations de l'air, le capitaine Ghyslain Boivin, n'entend pas s'arrêter là. Il étudie présentement la possibilité d'utiliser d'ici deux ans des satellites pour guider les avions de pulvérisation. Il travaille la chose avec des spécialistes de Californie. En général, les succès sont remarquables. Mais chaque avion de pulvérisation est suivi par un avion

de surveillance. Le ministère des Terres et Forêts veut s'assurer que l'arrosage est conforme au programme tracé.

On fait confiance aux équipages (américains surtout), mais il y a parfois des tentations... Par exemple, certaines lignes de tir ont 60 milles de long. Il peut arriver que dans les derniers milles, les conditions atmosphériques se soient détériorées. Quoi faire? Tout oublier? Arroser quand même? Aller ailleurs, ou encore revenir avec son chargement, ce que les pilotes n'aiment pas habituellement faire.

Cette police de l'air s'appelle surveillance et support car elle veille également à la sécurité et à la transmission d'informations pertinentes à ces vols inusités.

Un vice-président et un dentiste

Ces vols sont des défis qui ajoutent un chapitre bien particulier à l'histoire de l'aviation au Québec. Parmi les membres de l'équipage se trouve un dentiste de Vancouver, Bert Cooper, qui passe ses vacances à piloter ces gros avions désuets. Ou encore cet autre passionné de l'aviation, Jack McCauley, qui pilote par amour un de ces avions, rompant ainsi avec la monotonie de la vice-présidence d'une société d'aéronautique qu'il occupe aux Etats-Unis.

Les arrosages ont lieu tôt le matin ou tard le soir parce que les conditions climatiques et météorologiques sont surtout les meilleures. Quand Réal Desaulniers rentre à la base de St-Honoré, il a déjà une longue journée dans le corps. Les turbines tournent encore quand s'approche un petit camion rouge du ministère des Terres et Forêts. On vient cueillir le "général" de la guerre de la tordeuse. Comme une nuée de moustiques, les problèmes l'assaillent dès qu'il a mis le pied à terre. Il réunit sur place un conseil de guerre d'une heure. Le souper a lieu après.

Comme il a fallu amener à Chicoutimi plus d'avions que prévu parce que les conditions d'arrosage pressaient, on enverra le général et son équipage coucher dans un hôtel de la ville. Il est minuit.

— A quelle heure vous réveille-t-on? demande le préposé à l'inscription de l'hôtel Champlain.

— A trois heures, répondent les clients.

Le garçon n'en croit pas ses yeux. (A suivre)

Texte et photos de Claude Tessier

L'île d'Anticosti, celle de Hauterive, et celle de St-Honoré de Chicoutimi, avant de se rendre à Québec, le Q.G. de cette opération de \$13 millions contre la tordeuse.

Au-dessus de la forêt

Quelques minutes après le décollage, l'avion survole déjà la forêt. A Québec, la forêt est étonnamment proche de la ville. On l'oublie souvent!

pour les arrosages", dit Réal Desaulniers. Il a quitté son journal pour fouiller dans ses cartes et choisir le bloc d'arrosage 316 qu'il s'apprête à survoler. Il est situé au sud du Lac-St-Jean.

Un quadrimoteur doit arriver d'un instant à l'autre pour pulvériser ses 4.000 gallons d'un mélange d'hydrocarbures dans lequel se trouve l'insecticide mortel. Le Super-Constellation se fait attendre. Un trouble mécanique compromet finalement son décollage.

A 300 milles à l'heure, le petit avion du directeur des opérations met le cap sur Rivière-du-Loup où un autre arrosage est en cours. Mais à la hauteur de Tadoussac, il rebrousse chemin, le dernier arrosage de la soirée se terminant plus vite que prévu. Ce sont deux contre-temps de la journée.

Au soleil couchant

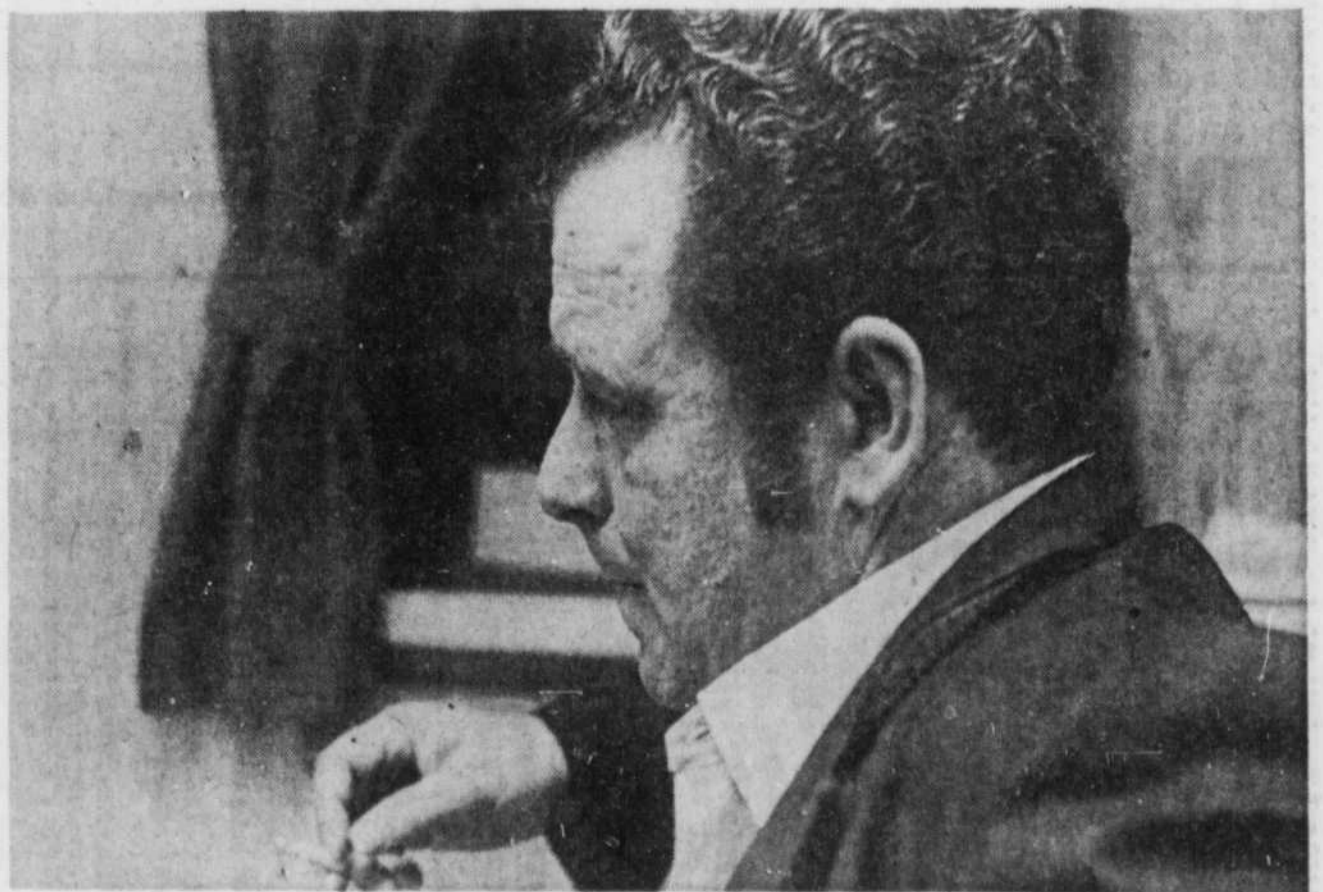
Il fait exceptionnellement beau au nord du Saguenay. Un avion arrose le bloc 326, à l'est du lac Onatchiway.

Le capitaine du turbo-propulsé, Ghyslain Boivin, prend contact avec l'équipage du DC-6 au travail au-dessus de la forêt. M. Boivin est responsable pour les Terres et Forêts de toute la partie aviation du programme d'arrosage. Il identifie sa position et fait part de son intention de suivre le DC-6 à une altitude donnée.

L'avion de pulvérisation a l'air d'un petit insecte. Pourtant, c'est un gros quadrimoteur qui ondule au gré des montagnes de l'arrière-Saguenay. Il laisse derrière lui un sillage de brume légèrement brunâtre (à cause de l'huile employée comme diffuseur de l'insecticide). Le DC-6 file à 600 pieds, parfois 400 pieds au-dessus des



Un préposé au mélange des insecticides.



Le "général en chef" de la lutte contre la tordeuse des bourgeons d'épinette, l'ingénieur Réal Desaulniers, du ministère des Terres et Forêts du Québec.



## Baisse de la valeur des transactions canadiennes à la Bourse américaine

NEW YORK (PC) — La valeur totale des actions canadiennes qui ont été transigées l'an dernier à la Bourse Américaine a été de \$5,8 milliards de moins qu'elle n'y avait été l'année précédente.

Cette baisse se produit à la suite d'une baisse de \$2,4 milliards, pour les mêmes actions, qui y avait été enregistrée en 1973, par rapport à 1972. Cependant, il y avait eu un gain de \$5 milliards en 1972.

Les 51 titres canadiens transigés à la Bourse Améri-

caine y ont terminé l'année 1974 avec une valeur totale de \$8,190,870,680, au regard de \$13,977,255,610 en 1973 et \$16,330,177,709 en 1972.

À la fin de 1974, la valeur totale des actions canadiennes à la Bourse Américaine représentait 35,13 p.c. de la valeur totale de toutes les actions sur ce marché, contre 36,10 p.c. en 1973.

La Bourse Américaine est le plus grand marché aux États-Unis pour les transactions de valeurs étrangères. Sur les 70 titres étrangers qui y sont inscrits, 51 sont canadiens.

## statistiques

Titres les plus actifs sur les marchés de Montréal			
Titres	Ventes	Haut Bas Fer. Chang.	
Gulf Oil	22536	\$32 1/2	32 1/2 - 1/2
S and L Dv	21236	2	2
Commod	15300	425 415	425 +25
CP Ltd	11000	430 425	425 -10
Bank	9422	\$15 1/4	15 1/4
Bel Canad	7635	\$45 44 1/2	44 1/2 - 1/2
Int Corp	7120	\$11 1/2	11 1/2 - 1/2
Noranda A	6894	\$37 1/2	37 1/2
Heat B	6800	305 300	300 -5

COURS MOYENS À NEW YORK			
	30	15	15 60
	Ind.	C.F.	S.p. Tit.
Mardi	423.3	148.6	94.3 268.4
Vendredi	425.3	148.9	93.9 269.1
Sem. dem.	426.2	148.9	93.6 269.2
Mois dem.	410.2	151.7	89.0 262.0
1974	406.2	131.7	88.9 251.8
1975 Haut	438.3	155.7	96.5 276.8
1975 Bas	315.9	134.6	84.7 216.3
1974 Haut	458.7	177.7	110.0 300.8
1974 Bas	291.8	111.1	67.7 192.6

COURS MOYENS DE DOW JONES			
	20	10	10 10 10
	C.I.	Ind.	S.p. Val. à bas étrang. rend.
Mardi	833.46	837.53	820.09 826.11 -5.79
Vendredi	837.99	842.84	826.99 -0.99
Sem. dem.	837.29	842.84	826.99 -0.99
Mois dem.	77.29	78.00	76.56 77.45 +0.28
1974	253.51	254.92	249.78 251.85 -1.31

COURS MOYENS À MONTRÉAL			
	65	13	7 85 8
	Ind.	S.P.	banq. Tit. Pop.
Mardi	196.76	131.74	263.78 190.76 111.54
Lundi	196.78	131.39	263.40 190.70 110.98
Sem. dem.	195.61	130.97	256.53 189.14 110.64
Mois dem.	191.23	132.74	246.85 185.51 107.25
1975 Haut	199.53	141.94	264.94 192.31 114.47
1975 Bas	159.17	121.53	207.14 157.14 96.88
1974 Haut	255.23	151.81	292.87 238.67 144.80
1974 Bas	149.12	111.05	195.88 148.34 93.46

TITRES LES PLUS ACTIFS À LA BOURSE DE TORONTO			
Titres	Ventes	Haut Bas Fer. Chang.	
Bell Canad	55484	\$45 44 1/2	44 1/2
Union Gas	26325	\$7 1/4	7 1/4
Bel of Ont	23284	\$15 1/4	15 1/4
Int Nick A	19217	\$29 1/4	29 1/4
Banister	18765	\$9 1/4	9 1/4 + 1/4

TITRES LES PLUS ACTIFS A LA BOURSE DE NEW YORK			
Titres	Ventes	Fr. Chang.	
Telecomp	207100	7 1/2 + 1/2	
Lockf	203900	12 1/2 + 1/2	
GenTel	155200	22 1/2 + 1/2	
LibbM	151700	7 1/2 + 1/2	
Tranco Inc	151500	24 1/2 + 1/2	
Honeywell	135800	37 1/2 + 1/2	
Cherter Co	124500	27 1/2 - 1/2	
RCA	123400	19 1/4	
Gulf Oil	118600	19	
Gulf Petr	115300	24 1/2 + 1/2	
Norton Sem	112300	17 1/2 + 1/2	
Romada In	112300	5 + 1/2	
Am Tel and Tel	112200	48 1/2 - 1/2	
Group	106400	37 1/2 + 1/2	
Skyline Cp	100900	25 1/2 + 1/2	

COURS MOYENS À TORONTO			
	151	11	29 19
	Ind.	Or Mat.	Pat.
Mardi	187.71	418.92	73.78 180.83

## Absence de dynamisme à Wall Street

La reprise des activités à la Bourse de New York après une fin de semaine de trois jours a été marquée par une allure imprévisible de la cote. À l'ouverture du marché, les cours ont fait preuve d'une certaine fermeté, bénéficiant en quelque sorte du report des commandes d'achat accumulées depuis vendredi dernier à la suite de la décision de la First National City Bank de New York d'abaisser son taux d'intérêt préférentiel de 7 1/2 à 7 pour cent.

Une fois que les courtiers eurent disposé de ces commandes, la Bourse est devenue hésitante, face au désappointement causé par la décision de la First National Bank de Chicago de maintenir à 7 1/2 le taux d'intérêt sur les prêts à ses meilleurs clients. Les investisseurs s'attendaient à ce que cette banque suive l'exemple de la First National City Bank de New York.

Il est probable que les autres grandes banques américaines rajusteront leur "prime rate" d'ici une semaine, indique-t-on dans les milieux financiers. La dernière coupure annoncée par la banque newyorkaise, la seconde en importance aux États-Unis, a fait descendre le taux préférentiel à son plus bas niveau depuis le 4 mai 1973. Le rajustement précédent de la banque remonte au 28 mars alors que le taux de base avait été ramené de 7 1/2 à 7 p.c.

### Prises de bénéfices

Un mouvement de prises de bénéfices a également contribué au renversement de la tendance à la hausse à la fin de la matinée. La déclaration de M. Arthur Burns, le président de la Réserve fédérale, soulignant le danger d'une reprise trop rapide de l'économie américaine, a été loin d'améliorer l'ambiance.

La moyenne des industrielles de Dow Jones, à la

baisse d'un peu plus d'un point peu après l'ouverture, a décliné à un certain moment de plus de sept points. Le marché s'est ressaisi quelque peu à l'approche de la fermeture, ce qui n'a pas empêché l'indice DJ de terminer la séance avec une baisse de 5,79 points à 826,11. Vendredi dernier, cet indicateur boursier avait progressé de 12,99 points. On sait que le marché était fermé lundi à l'occasion du "Memorial Day".

Au dire des courtiers, la Bourse ne semble pas avoir escompté pleinement le discours du président Ford sur la situation énergétique aux États-Unis, bien



que certains secteurs aient commencé à réagir. C'est le cas des pétroles qui ont monté face à l'espoir de mesures susceptibles de favoriser cette industrie. En revanche, les actions des lignes aériennes ont été peu en demande à cause de la possibilité d'une nouvelle hausse du coût du carburant.

Ce n'est que plusieurs heures après la fermeture de la Bourse que le chef de la Maison-Blanche devait annoncer ses décisions sur les moyens de conserver l'énergie. Bien qu'aucun détail n'ait été fourni sur la nature du discours de M. Ford, les milieux financiers s'attendaient à une nouvelle taxe d'un dollar le baril

de pétrole importé afin d'encourager les économies de carburant.

### Réserve des investisseurs

Le volume des transactions de la journée est tombé à 17,050,000 actions, ce qui semble indiquer la prudence des investisseurs en attendant le discours du président Ford. Vendredi dernier les échanges avaient porté sur 17,870,000 actions.

Les Bourses de Montréal et de Toronto ont connu hier une plus grande stabilité que le marché newyorkais. Les indices des valeurs industrielles ont enregistré un léger bond sur un marché dépourvu d'animation. En revanche, les mines d'or ont connu une vive réaction après avoir monté rapidement au cours des dernières séances, face à la faiblesse du dollar américain en Europe. Les prises de bénéfice semblent à l'origine du renversement de la tendance dans ce secteur du marché.

### Un climat d'incertitudes

Aux États-Unis, les indicateurs économiques semblent confirmer que la récession tire à sa fin et qu'une reprise se dessine. Cependant, personne n'est vraiment en mesure de prévoir l'ampleur du relèvement. C'est précisément cette incertitude qui assombrit quelque peu les perspectives à court terme de la Bourse.

Les investisseurs veulent avoir la certitude que la reprise ne s'accompagnera pas de nouvelles pressions inflationnistes, d'une hausse des taux d'intérêt, ni d'un resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

# "MAI" OUI le mieux, c'est à LÉVIS!



**MOBILIER DE CUISINE COLONIAL**  
5 mcx, table ouverte 3' x 4' x 5'  
**PRIX TRÈS SPÉCIAL \$199<sup>00</sup>**

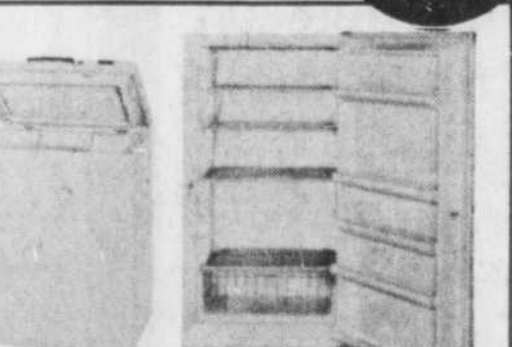
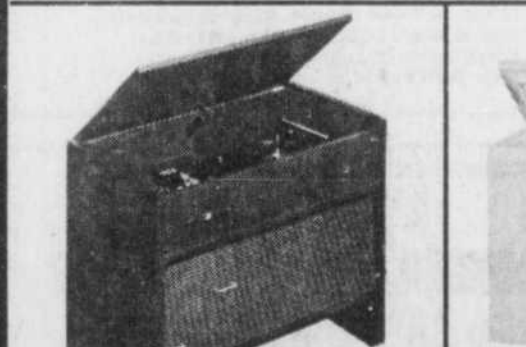
**FAUTEUIL BERÇANT**  
en cuirette ou matériel **\$36<sup>99</sup>**  
**TAPIS** (après imperfections) pour cuisine, passage, boudoir, etc. Valeur \$7.95  
**SUPER SPÉCIAL \$3<sup>99</sup>** v.c. vert et or.



**MOBILIER DE CHAMBRE Colonial 3 mcx**  
Fini érable  
**PRIX TRÈS SPÉCIAL VAL. \$649**  
**\$399<sup>00</sup>**

**STÉRÉO**  
tel qu'illustré, AM-FM stéréo  
**PRIX INCROYABLE**

**CHÔIX COMPLET DE MEUBLES D'ÉTÉ À PRIX SPÉCIAL**  
**\$119**



**STÉRÉO LECTEUR 8 PISTES**  
**PRIX INCROYABLE \$199**

**CONGÉLATEURS**  
toutes les dimensions en montre 8', 12', 15', 16', 19', 23', horizontaux ou verticaux  
**À partir de \$199**

**RÉFRIGÉRATEUR** 11 1/2' automatique, 13' automatique. **PRIX SPÉCIAL \$199**  
**POÊLE ÉLECTRIQUE** 30" **\$199**  
**MATELAS** désassortis avec sommiers. Matelas seul \$39, Sommier à partir de \$29

**POÊLES et RÉFRIGÉRATEURS USAGÉS** (bon ordre) à partir de \$59<sup>00</sup>  
**TÉLÉVISEURS USAGÉS** Très bon ordre \$29 et \$49  
**SOFA-LIT** Genre Hide-a-Bed \$189<sup>00</sup>  
**LIT PLIANT** \$44<sup>50</sup>  
**COMMODES SEULES** \$39<sup>00</sup>  
**BUREAUX DOUBLES** \$69<sup>00</sup>

**OFFRE D'EMPLOI**  
"Jeune cadre africain, ingénieur + M.B.A. Paris, dynamique, plein d'initiative et fortement motivé, ayant acquis une large expérience des affaires internationales (négoce, investissements publics, etc...) et des problèmes de planification et de contrôle de gestion dans un environnement complexe et difficile, désire s'intégrer à une équipe jeune, ambitieuse et sachant parier sur l'avenir".  
Ecrire à Dépt T325, Le Soleil.

**Aide financière aux entreprises**  
**JEUDI 29 MAI**

M. Georges Auger sera au <b>MOTEL LE PROVENCE</b> de <b>THETFORD MINES</b> TEL.: 423-4246 (de 9h à 5h)	M. Jean Bigaouette sera au <b>MOTEL ARNOLD</b> de <b>ST-GEORGES (Bce)</b> TEL.: 228-5558 (de 9h à 5h)
M. Guy Pageau sera à <b>L'HÔTEL CLAIRE-FONTAINE</b> de <b>ST-RAYMOND</b> TEL.: 337-2207 (de 9h à 12h)	M. Guy Pageau sera à <b>L'HÔTEL JACQUES-CARTIER</b> de <b>DONNACONA</b> TEL.: 285-3333 (de 2h à 5h)

**Si vous avez besoin d'un prêt à terme pour vous établir en affaires, développer ou moderniser votre entreprise et que vous ne pouvez l'obtenir ailleurs à des termes et conditions raisonnables, rendez-vous à notre présentement.**

**BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE**  
**BEI BUREAU PERMANENT**  
925, chemin Saint-Louis, Québec G6, G1S 1C1. 681-6341

**PLUSIEURS AUTRES SPÉCIAUX DANS TOUT LE MAGASIN** **GÉNÉREUSE ALLOCATION D'ÉCHANGE**

# glenieux prestige

**15, RUE ST-LOUIS, LEVIS, 837-8821**  
Conditions faciles de paiement — Aucun comptant exigé — Chargex et Master Charge acceptées.

# L'Hydro-Québec n'a pas encore eu l'accord de Québec

par Pierre CHAMPAGNE

Le gouvernement n'a pas encore approuvé les demandes de l'Hydro-Québec relatives à la hausse du tarif

de l'électricité pour les années 1976 et 1977.

C'est ce qu'a rappelé, hier après-midi, à une Opposition

qui s'inquiétait sur l'affectation des montants reçus par cette hausse éventuelle, le premier ministre Robert Bourassa qui, d'autre part, ne semblait pas très opposé à

une augmentation prévue de plus de 50 pour 100 d'ici la fin de la présente décennie.

"Le président de l'Hydro-Québec a démontré, l'an dernier, les raisons justifiant une première hausse de 10 pour 100, notamment une augmentation considérable dans les coûts de production. Je crois qu'il revient aux dirigeants de l'Hydro-Québec de donner les détails sur des questions touchant la provenance et l'affectation des sommes qui pourraient provenir d'une hausse hypothétique", a-t-il déclaré.

période de cinq ans à raison de 10 pour 100 l'an.

"La position du gouvernement sur cette question a été d'accepter, une première fois, pour une première année, une hausse de 10 pour 100. Ce que l'Hydro-Québec demandait, c'était de pouvoir augmenter ses tarifs de 10

pour 100 par année pendant trois ans. Nous avons accepté pour la première année et nous avons dit que, pour les deux années subséquentes, nous entendrions la compagnie en commission parlementaire avant d'approuver ou de rejeter cette demande", a répondu le premier ministre.

M. Morin revint à la charge en demandant au premier ministre s'il pouvait l'assurer que ces augmentations subséquentes feront l'objet d'une décision indépendante de l'Hydro-Québec. "possiblement un tribunal de l'énergie tel qu'il avait été mentionné dans le livre blanc du ministre des Richesses naturelles

sur la politique de l'énergie".

Sur cette dernière question, le premier ministre renvoya le chef de l'Opposition à la "commission parlementaire ou l'Hydro-Québec donnera toutes les réponses avec preuve à l'appui et détails, si nécessaire".

## Ottawa refuse à Québec la permission d'assister à une conférence internationale

(PC) — Le gouvernement fédéral a refusé au Québec la permission d'assister, à titre d'observateur, à une conférence internationale des pays exportateurs de minerais de fer.

C'est ce qu'a révélé hier le ministre des Richesses naturelles Gilles Massé devant la commission parlementaire qui scrute les crédits de son ministère.

La conférence, tenue à Genève en avril, a regroupé 11 des 14 pays exportateurs de minerais de fer, qui se sont formés en association.

Après avoir souligné que le Québec est la troisième

province productrice de minerais de fer du Canada—il produit le quart de la production canadienne; le député péquiste Lucien Lessard—Saguenay—a demandé au ministre si le Québec avait demandé d'avoir un représentant au sein de cette association.

"Le Québec a-t-il demandé d'être observateur ou d'être dans la délégation canadienne? a demandé M. Lessard.

"Cela a-t-il été fait? Cela a-t-il été refusé?"

"Pour l'instant, oui", a répondu M. Massé.

Par la suite, cependant,

le ministre a adouci sa réponse en expliquant:

"Il y a eu entente à l'effet que, pour l'instant, il était jugé qu'un seul observateur était suffisant."

Le débat "électrique" avait été lancé par le chef de l'Opposition, M. Jacques-Yvan Morin, qui se demandait la raison pour laquelle l'augmentation des tarifs de l'Hydro était prévue sur une

**GENTRE D'ACHATS  
QUEBEC METROPOLITAIN**  
Angle boul. Masson et Capitale  
**LOCATION 871-7721**



STE-FOY ELECTRONIQUE INTRODUIT LES NOUVEAUX MODULAIRES

**YAMAHA**

MS.2B  
SYSTEME MODULAIRE AVEC RADIO AM-FM STEREO, CASSETTOPHONE, TABLE TOURNANTE AVEC CELLULE MAGNETIQUE.

PUISSANCE CONTINUE	2 x 18 WATTS RMS
DISTORSION HARMONIQUE	0.1%
BANDE PASSANTE	50-30,000 Hz
SENSIBILITE FM IHF	2.5uV
RAPPORT SIGNAL/BRUIT (FM)	65db
PLEURAGE TABLE TOURNANTE	0.08%
PLEURAGE CASSETTE	0.15%

REPOSE AUX FREQUENCES 80-18,000 Hz  
 PUISSANCE ADMISSIBLE 25 WATTS  
 IMPEDANCE 8 OHMS  
 HAUT-PARLEUR DE BASSE 200 mm Ø  
 HAUT-PARLEUR DE HAUTE TROMPETTE

"Ma TB700 de Yamaha a comblé toutes mes espérances...  
... et plus."  
Angela Werner, Grande Prairie, Alta.

La TB700 de Yamaha est la première enregistreuse à cassettes au monde à être équipée du Dolby et d'un régulateur de vitesse de défilement.

Essayez cette enregistreuse à cassettes. Elle rend une performance égale à celle de bien des magnétophones à bobines ouvertes, et elle est offerte avec une garantie exclusive de 2 ans sur les pièces et la main-d'œuvre.

D'une valeur normale de \$378.95

Offerte pour une durée limitée au prix de \$298.95 seulement

FINANCEMENT SUR PLACE SI DESIRE

VENTE ET SERVICE

REPARATION

PIECES



3188, CHEMIN STE-FOY

SALON DES AUBAINES

Lun, mar, mer,  
9h. a.m. - 17h.30  
Jeudi, vendredi  
9h. a.m. - 21h.  
Samedi  
9h. a.m. - 17h.

653-3112

653-3054

## carrières et professions

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composer

647-3266

**CONCESSIONNAIRE  
AUTOMOBILE  
DEBOSSSEUR-  
PEINTRE**  
Classe A  
demandé - urgent  
Pour rendez-vous, téléphoner à:  
681-5515

**LIVREURS  
DEMANDES**  
Avec voiture  
529-0511

**SECRETAIRE  
STENODACTYLO**

Expérience nécessaire, très belle personnalité, excellent français et connaissance de l'anglais. Salaire de \$6,240 à \$7,800 selon expérience.

Téléphoner le soir après 19h.00 à:

626-4572

**VENDEURS  
demandés**

Pour vente de machines électroniques, pollution de l'air. Régions: Québec, Trois-Rivières.

522-7512

**COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS**

Siège Social: 325, rue St-Elzéar  
Ville St-Pascal, Kamouraska

**ORTHOPHONISTE**  
(Homme ou Femme)

**NATURE DU TRAVAIL:**

L'Orthophoniste fournit une assistance professionnelle aux élèves qui ont des troubles de langage et de la parole par la technique du démontrement flottant.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle en orthophonie.

**SALAIRE:**  
Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

**LIEU DE TRAVAIL:**  
Bureau de Travail: SAINT-PASCAL.  
Ecoles élémentaires de la COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS.

**ENTREE EN VIGUEUR:**  
1er juillet 1975.  
Les candidats(es) intéressés(es) pourront faire parvenir leur CURRICULUM VITAE avant le 6 JUIN 1975, à:  
Monsieur Ernest Ouellet, Directeur général  
COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS  
Siège Social: 325, rue St-Elzéar,  
Ville Saint-Pascal, Kamouraska.

**COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS**

Siège Social: 325, rue St-Elzéar  
VILLE ST-PASCAL, KAMOURASKA.

**ORTHOPEDEGOGUE**  
(Homme ou Femme)

**NATURE DU TRAVAIL:**

L'Orthopédeogue est chargé d'appliquer des mesures orthopédagogiques aux élèves qui ont des troubles d'apprentissage par la technique du démontrement flottant.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
Posséder un premier diplôme universitaire terminal avec option Orthopédagogie ou pédagogie des inadaptés (Concentration: Rééducation avec mention), dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études.

**SALAIRE:**  
Selon la Politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

**LIEU DE TRAVAIL:**  
Bureau de Travail: SAINT-PASCAL.  
Ecoles élémentaires de la COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS.

**ENTREE EN VIGUEUR:**  
1er juillet 1975.  
Toute personne possédant les qualifications requises et intéressée à obtenir ce poste doit faire parvenir son offre de service accompagnée de son curriculum vitae et pièces justificatives avant 16:00 heures, le 6 JUIN 1975, à:

Monsieur Ernest Ouellet, Directeur général  
COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS,  
Siège Social: 325, rue St-Elzéar,  
Ville Saint-Pascal, Kamouraska.

**COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS**

Siège Social: 325, rue St-Elzéar  
VILLE ST-PASCAL, KAMOURASKA

**CONSEILLER PEDAGOGIQUE  
EN ENFANCE INADAPTEE**  
(Homme ou Femme)

**NATURE DU TRAVAIL:**

Le Conseiller pédagogique en Enfance inadaptée a la responsabilité d'organiser et de coordonner les enseignements aux Enfants inadaptés sous l'autorité du Directeur de l'Enseignement; il doit également conseiller les personnes qui oeuvrent au Service de l'Enfance inadaptée.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
— Un minimum de 16 ans de scolarité.  
— Brevet d'enseignement, option Enfance inadaptée.  
— Spécialisation d'au moins l'équivalent d'une année de formation ou 30 crédits en psycho-pédagogie de l'Enfance inadaptée.  
— Cinq (5) années d'expérience dans l'enseignement dont deux (2) auprès d'enfants inadaptés.

**SALAIRE:**  
Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

**LIEU DE TRAVAIL:**  
Bureau de Travail: SAINT-PASCAL.  
Ecoles élémentaires de la COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS.

**ENTREE EN VIGUEUR:**  
1er juillet 1975.  
Toute personne possédant les qualifications requises et intéressée à obtenir ce poste doit faire parvenir son offre de service accompagnée de son curriculum vitae et pièces justificatives avant 16:00 heures, le 6 JUIN 1975, à:

Monsieur Ernest Ouellet, Directeur général,  
COMMISSION SCOLAIRE JEAN-CHAPAIS,  
Siège Social: 325, rue St-Elzéar,  
Ville Saint-Pascal, Kamouraska.

**HOPITAL STE-JEANNE D'ARC  
de Montréal**  
(Hôpital général de 377 lits)

recherche

**INFIRMIERES AUTORISEES  
INFIRMIERS(ES) AUXILIAIRES**

Finissant(es) en techniques infirmières pour postes à temps complet de soirée ou de nuit avec période d'orientation en service de jour. Pour rendez-vous, communiquer avec:

Le service du personnel  
3570, St-Urbain, Montréal, Qué.  
Tél.: (514) 842-6141 local 205

**REPRESENTANT DEMANDE**

Une compagnie nationale de produits Santé-Beauté recherche un représentant pour visiter les dentistes et les établissements commerciaux dans la ville de Québec et les régions avoisinantes. Les candidats doivent posséder la scolarité nécessaire, être solvable, avoir une certaine expérience de la vente et être suffisamment bilingue. Salaire de base plus allocation d'automobile plus bénéfices marginaux et dépenses payées. Faire parvenir curriculum vitae en détaillant l'expérience acquise et le salaire désiré à:

M. N. Lemire  
BLOCK GRUG CO. (CANADA) LTD.  
C.P. 386  
Pointe aux Trembles  
Montréal 500, Qué.

**REPRESENTANTS DEMANDES**

Nous sommes à la recherche d'hommes ambitieux pour faire collection et vente et prêts à suivre un entraînement immédiatement avec chance de promotion pour territoires: Beauce, Frontenac et Dorchester. Expérience non nécessaire mais vouloir est essentiel.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**

- Agé de 20 ans et plus.
- Posséder une automobile.
- Être ambitieux.
- De bons antécédents.

**Nous vous offrons:**

- Deux (2) semaines d'entraînement à nos frais
- Programme de sécurité.
- Possibilité de revenu de \$12,000 à \$35,000.
- Clientèle établie.
- Chance illimitée d'avancement.

Pour rendez-vous, appeler les 29 et 30 mai 1975 au numéro suivant et demander:

M. B. Savard  
Tél.: 1 (418) 228-5533

**CARRIERE DANS LA VENTE**

TERRITOIRES D'EXPANSION  
POSTES DISPONIBLES A QUEBEC ET VICTORIAVILLE

AVEC LES COMPAGNIES D'ASSURANCES FEDERATED  
ASSURANCES GENERALES & ASSURANCE-VIE

- Etes-vous âgé de 25 à 40 ans, marié et résidant dans la région de Québec ou Victoriaville?
- Etes-vous bilingue ou avez-vous une certaine connaissance de la langue anglaise?
- Expérience ou aptitudes pour la vente nécessaires.
- Prêt à investir temps et efforts pour obtenir un revenu au-dessus de la moyenne.

**NOUS POUVONS VOUS OFFRIRE:**

- Salaire de \$8,400 plus une garantie de \$1,200 sur commissions de nouvelles ventes, plus une possibilité d'un boni de \$2,000 en assurance-vie.
- Entraînement professionnel gratuit.
- Opportunité pour de l'avancement rapide.
- Plan de pension entièrement payé par la Compagnie.
- Bénéfices d'assurance-groupe et d'invalidité.

Si vous possédez ces qualifications et êtes intéressé, veuillez téléphoner pour rendez-vous à:

M. André Lacoste  
653-4921

**CEGEP DE RIMOUSKI**

OFFRE D'EMPLOI

Le Cegep de Rimouski requiert les services d'un:

**ANIMATEUR  
EN ORGANISATION COMMUNAUTAIRE**

**FONCTIONS:**  
Sous la responsabilité du directeur des services aux étudiants et à l'intérieur de l'équipe du service d'animation, il est principalement responsable:

- d'élaborer des programmes assurant une qualité de vie communautaire pour les étudiants;
- d'aider les étudiants à identifier dans le milieu les situations qui les préoccupent et à entreprendre les actions pertinentes;
- d'assurer le fonctionnement efficace de groupes d'appartenance au niveau des concentrations;
- d'être personne-ressource à la solution des problèmes de vie communautaire de ces groupes;
- de répondre à des besoins spécifiques de certains groupes d'étudiants en collaboration avec d'autres personnes-ressources.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
— Diplôme universitaire de premier cycle en sciences humaines, avec cependant une formation spéciale en organisation communautaire et intervention sociale collective.  
— une expérience pertinente et une connaissance du milieu étudiant de niveau collégial seront considérées.

**TRAITEMENT:**  
— Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.  
— Avantages sociaux usuels.

Toutes les candidatures avec le curriculum vitae devront parvenir au plus tard le 10 juin 1975 à:

Bureau du Directeur du personnel  
CEGEP DE RIMOUSKI  
60 ouest, rue de l'Évêché  
Rimouski, Qué.

Vu le conflit postal, vous pouvez poser votre candidature par "télégramme" en indiquant que votre curriculum vitae suivra.

# carrières et professions

pour faire paraître  
vos annonces dans  
cette page, composez

## 647-3266

### RONEO VICKERS

Continue son expansion. Nous sommes à la recherche de vendeurs pour les divisions de duplicateurs, machines à photocopier et à adresser.

Salaire intéressant, commission, boni, etc.

Faire parvenir curriculum vitae à:

**RONEO VICKERS CANADA LTEE**  
2555 rue Watt, Parc Colbert  
Ste-Foy, Qué.

### REPRÉSENTANT

Filiale canadienne d'un groupe de compagnies internationales recherche un représentant pour Québec et la région.

Nous offrons un système de commissions généreux avec une garantie de revenu minimum, une allocation d'automobile et les bénéfices marginaux usuels. Ceci est une position de carrière avec une société en plein essor. Les candidats doivent posséder une automobile et une connaissance de l'anglais. Nous fournissons l'entraînement complet.

Pour entrevue à Québec, téléphoner, frais virés, à Montréal à:

(514) 733-8221

### PREPOSE(E) A LA PAIE

Sous la direction du chef comptable, prendre charge du département de la paie, préparation de la paie pour ordinateur et divers rapports demandés.

Expérience nécessaire, possibilité d'avancement et bénéfices marginaux. Salaire selon expérience. Application confidentielle.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

**Directeur du personnel**  
Case postale 8999  
Ste-Foy, Qué.

### CONTROLEUR demandé

Pour bureau de courtiers d'assurances, situé à Québec.

— Expérience d'au moins trois (3) ans en comptabilité et gestion de bureau.  
— Bénéfices marginaux et salaire selon compétence.

Faire parvenir votre curriculum vitae, à:

350 est, boul. Charest  
Québec, P.Q. G1K 3H5

**LARUE, GOURDEAU & ASSOCIES**  
Comptables agréés  
Québec et Thetford Mines

### LE SERVICE SOCIAL DE L'OUEST QUÉBÉCOIS INC.

OFFRE D'EMPLOI

NUMÉRO: C-2/75

### Directeur de bureau

**ENDROIT:** Rouyn-Noranda  
**FONCTIONS:** Assumer la distribution des programmes décentralisés de services sociaux pour la zone de Rouyn-Noranda.

**EXIGENCES:** Diplôme universitaire en Service Social ou en Sciences Humaines avec, de préférence, une expérience en administration et expérience d'au moins deux (2) à trois (3) ans de travail; Ou une formation académique et expérience jugées équivalentes; Aptitude à diriger une équipe.

**CONDITIONS:** Selon les échelles du M.A.S. et une prime de responsabilité; Bénéfices sociaux des cadres.

**DISPONIBILITÉ:** Adresser toute demande, avec un curriculum vitae, avant le 9 juin 1975 au:

**Directeur général,**  
282 est, 1<sup>re</sup> Avenue,  
Amos, Québec.

### Chef de la comptabilité de prix de revient

La société Papier Journal Dornar Ltée recherche les services d'une personne dynamique pouvant occuper un poste de supervision au service de la comptabilité de prix de revient.

Lieu de travail: DONNACONA

Le titulaire relèvera directement du contrôleur de l'usine, ses responsabilités comprennent la comptabilité à prix de revient standard, les prévisions budgétaires, les rapports aux gouvernements et les analyses de rentabilité.

Les candidats doivent posséder un minimum de trois années d'expérience en comptabilité de prix de revient en industrie et une bonne connaissance du français parlé, ils doivent en outre être détenteurs d'un diplôme R.I.A. ou être sur le point de l'obtenir.

La société offre un logement à prix modique, d'excellentes chances de promotion et un programme complet d'avantages sociaux.

Le salaire est proportionnel aux qualifications et à l'expérience.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae en rappelant le dossier M5/62, à:

Services d'emploi  
**DOMTAR LIMITEE**  
C.P. 7210  
Montréal, Québec H3C 3M1

Discrétion assurée

**DOMTAR**

### PREPOSE(E) AU CREDIT

Nous sommes à la recherche d'un(e) préposé(e) au crédit pour seconder le gérant de crédit. Expérience nécessaire, honnête, travailleur(euse), audacieux (euse).

Bénéfices marginaux, possibilité d'avancement. Salaire selon qualifications et expérience. Informations confidentielles. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

**Directeur du personnel**  
Case postale 8999  
Ste-Foy, Qué.

### CENTRE HOSPITALIER DU HAUT RICHELIEU

demande des:

### PHYSIOTHERAPEUTES

**STATUT:**

Temps complet.

**EXIGENCE:**

Etre physiothérapeute diplômé(e) d'une école reconnue.

**CADRE DU TRAVAIL:**

— Hôpital régional moderne de 400 lits.  
— Service de physiothérapie bien équipé.  
— Cas divers et intéressants avec patients externes et hospitalisés dans un milieu progressif et actif.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae aussitôt que possible ou téléphoner à frais virés à:

**Service du personnel**  
CENTRE HOSPITALIER DU HAUT RICHELIEU  
a/s Jean-Marc Trudeau  
920, boul. du Séminaire  
St-Jean, Qué.  
(514) 348-6101 local 221

### REPRESENTANT (MATERIAUX DE CONSTRUCTION)

LE POSTE CONSISTE A:

Visiter les marchands détaillants, faire la promotion et la vente de contre-plaques et autres matériaux de construction. Une bonne connaissance du territoire Saguenay-Lac-St-Jean serait un avantage.

LE CANDIDAT CHOISI:

Devra être bilingue, expérimenté, être déterminé à réussir. Avoir beaucoup d'initiative et être capable de travailler avec un minimum de supervision.

EN RETOUR, LA COMPAGNIE OFFRE:

Une formation complète, un salaire selon les qualifications et l'expérience. Une automobile plus les frais de voyage et les avantages sociaux usuels.

Faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse sous-mentionnée:

**M. Jean-Guy Marquis**  
CONSOLIDATED PLYWOOD CORPORATION  
Division de Hunter Douglas Canada Ltd.  
1435, Provinciale  
Duberger, Qué.  
Tél.: (418) 681-7791

Toute demande sera traitée confidentiellement.

### GERANT 5 - 10 - 15¢

Compagnie à chaîne a besoin immédiatement d'un gérant pour prendre charge de l'une de ses succursales.

Si vous possédez les qualifications suivantes, nous désirons vous rencontrer.

- Présentement gérant, gérant-adjoint ou gérant de rayon.
- Ayant expérience dans commerce de détail, de préférence variétés ou lignes connexes.
- Age 25 à 35 ans.
- La connaissance de l'anglais serait appréciée.
- Belle personnalité.

Semaine de 5 jours; salaire selon qualifications.

Ecrire au:

**Directeur du personnel**  
LES MAGASINS KORVETTE LTEE  
2325, boul. des Récollets  
Trois-Rivières, Qué.

### COMMIS GENERAL

Travail général de bureau et d'entrepôt.

**EXIGENCES:** 12e année, âgé de 20 à 25 ans, aptitudes avec le public.

Auto nécessaire, pas de service d'autobus.

661-5135



### CUISINIERS ET ASSISTANTS-GERANTS

**EXIGENCES:**

1. Expérience de la cuisine (short order).
2. Travail à temps plein.
3. Disponible soir et fin de semaine.
4. Faire preuve de maturité (23 ans ou plus).

**AVANTAGES:**

1. Salaire avantageux au-dessus de la moyenne.
2. Trois (3) semaines de vacances par année.
3. Sécurité d'emploi (ouvert à l'année).
4. Nombreuses chances d'avancement.

Communiquer avec:

M. Jacques Gauthier 647-2014

### PAVILLON DU PARC INC.

POSTE:

### Directeur des Services Administratifs

**ENDROIT:** Aylmer, Québec

**QUALIFICATIONS:**

C.A., C.G.A. ou R.I.A. possédant quelques années d'expériences pertinentes ou plusieurs années à un poste de Direction. Connaissance des secteurs public ou parapublic, un atout.

**TACHES:**

Elaborer les politiques administratives de l'Établissement et voir à l'application des directives internes et du Ministère des Affaires Sociales.

Gérer les finances, le personnel, les services auxiliaires, les services alimentaires et les achats.

**SALAIRE:**

Selon les normes salariales établies par le Ministère des Affaires Sociales.

Toute demande doit être faite par écrit avant le 1er juin 1975 à la firme:

Lévesque, Marchand, Boulanger & Cie  
Comptables Agréés  
256, boul. St-Joseph, HULL, Québec.



### UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

### DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE SERVICE DE L'INFORMATIQUE

**Poste:** Sous la direction du vice-recteur responsable de l'informatique, le directeur doit:

- 1- déterminer les objectifs en informatique, en collaboration étroite avec les composantes du milieu universitaire et de l'extérieur;
- 2- posséder une expérience suffisante en gestion pour réaliser les objectifs en informatique;
- 3- maintenir de bonnes relations humaines avec le personnel en informatique, les facultés, les services, l'extérieur.

**Qualifications:**

- 1- posséder un diplôme universitaire du 1er cycle avec de bonnes connaissances de base en informatique;
- 2- posséder une expérience d'au moins sept (7) années dans des fonctions de gestion d'un service ou l'équivalent.

**Traitement:**

Le traitement du titulaire sera établi en fonction de sa formation et de son expérience. Le titulaire jouira des bénéfices sociaux accordés par l'Université à son personnel: caisse de retraite, assurances, vacances, etc.

Toute offre de services doit être accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et doit être adressée avant le jeudi 12 juin 1975 au:

**Service du personnel**  
Université de Sherbrooke  
Sherbrooke, Qué. J1K 2R1

### TECHNICIEN EN ÉLECTROMÉNAGER

DEMANDE

**FONCTIONS:** Réparation de petits appareils électroménagers.

**EDUCATION:** Grade Sec. IV ou l'équivalent.

Cours en électroménager d'une école reconnue.

**LIEU DE TRAVAIL:** Québec.

S'adresser à:

M. Louis Vézina  
LA COMPAGNIE GENERAL ELECTRIC DU CANADA  
681-6236

### NOUS RECHERCHONS UN

### GERANT DE QUINCAILLERIE ayant de l'expérience dans ce genre de commerce.

Très bon salaire payé à la personne compétente.

Vous bénéficiez de vacances, d'un régime d'assurance, de bénéfices marginaux et autres...

Faites-nous parvenir votre

candidature par écrit à:

DEPT 7321, LE SOLEIL

Toute demande sera gardée confidentielle.

### ASSISTANT DIRECTEUR DES VENTES

Compagnie majeure dans le domaine de la machinerie lourde recherche un homme compétent qui compte déjà au moins 2 à 3 années d'expérience. Le candidat choisi pourra se tailler une carrière intéressante et travaillera en étroite collaboration avec le directeur des ventes.

Le candidat devra être doté d'une solide personnalité, être dynamique, travailler et ambitieux. L'esprit analytique et une intelligence supérieure sont essentiels.

La compagnie offre d'excellentes chances d'avancement pour la personne désireuse d'acquies une expérience unique dans un secteur en pleine croissance.

AVONS AUSSI BESOIN D'UN COMMIS DE PIECES

Prrière de communiquer avec:

### FEDERAL EQUIPEMENT

Div. de la Cie General Supply du Canada (1973) Ltée  
1265, de la Jonquière, Québec, P.Q.  
TEL.: 683-3638  
(demander M. Gilbert Marquis, gérant)



### L'HOPITAL LAVAL

est un centre hospitalier de soins généraux, spécialisé et super-spécialisé (cardiologie et pneumologie). Il est de plus un centre d'enseignement et de recherche affilié à l'Université Laval. Les postes suivants y sont présentement disponibles.

### TECHNICIENS EN ADMINISTRATION

Concours no: 75-05-83

POSTES:

Sous l'autorité du chef comptable, ces techniciens auront à travailler dans différents secteurs de la Direction financière plus spécifiquement, ils seront appelés à:

- Préparer les transactions relatives à la comptabilisation des inventaires, traitées par l'informatique;
- Préparer les transactions relatives à la comptabilisation des comptes à payer;
- Préparer les transactions relatives à la paie des employés, traitées par l'informatique;
- Préparer les transactions relatives à la comptabilisation de différents projets spéciaux;
- Exécuter tout autre travail connexe.

**EXIGENCES:**

- Diplôme collégial avec champ de spécialisation approprié ou un diplôme dont l'équivalence est reconnue.
- Expérience pertinente d'au moins 2 ans en: gestion des stocks ou des achats ou, administration des comptes à payer ou, administration d'une paie informatisée.

**SALAIRE:**

Selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

Toute personne intéressée peut faire parvenir un curriculum vitae bien détaillé en mentionnant le numéro du concours à l'adresse suivante:

Concours no: 75-05-83

Service du personnel

HOPITAL LAVAL

2725, Chemin Ste-Foy

Ste-Foy, Qué. G1V 4G5

Fermeture du concours le 6 juin 1975.

Le Soleil recherche une jeune fille compétente pour travailler comme Secrétaire pour les employés de direction du service de la Publicité et, à l'occasion, pour ceux du service de la Production.

FONCTIONS

- Transcrire de la dactylo des lettres et des rapports anglais et français, écrits ou enregistrés sur dictaphone;
- Répondre au téléphone et classer la correspondance.

QUALIFICATIONS

- Secondaire V et deux années d'expérience de travail de bureau;
- Excellente connaissance du français et de l'anglais écrit et parlé.

CONDITIONS DE TRAVAIL

- Salaire initial intéressant;
- Semaine de travail de 32 heures réparties du lundi au vendredi inclusivement entre 8:30 et 16:30 heures.

OFFRE DE SERVICE

Les personnes intéressées à exercer les fonctions de ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae détaillé incluant une photocopie de leur dernier relevé de notes académiques, avant le 3 juin 1975, à:



### Secrétaire

**LE SOLEIL**  
a/s Daniel Thériault  
Québec, G1K 7J6

### Fonction publique Canada / Public Service Canada

### CE CONCOURS EST OUVERT EGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Montréal, Qué.

### AGENT REGIONAL DE LIAISON ET D'INFORMATION

**FONCTIONS:** Sous la direction du directeur régional, concevoir, planifier et diriger un programme d'information pour l'ensemble de la région du Québec; coordonner et contrôler les activités qui ont trait aux plaintes des usagers des services de télécommunication; concevoir et produire à l'intention des employés de la région une revue de presse hebdomadaire et un bulletin mensuel d'information; planifier, organiser et gérer un centre régional de documentation; rédiger et coordonner la production de divers rapports, mémoires et autres documents de travail.

**QUALITÉS:** Le diplôme d'enseignement collégial (D.E.C.) avec spécialisation en journalisme, en communications ou en information est le minimum acceptable. De plus, ce poste exige une aptitude manifeste à rédiger des textes dans différents styles ainsi que différentes méthodes de présentation dans les médias écrits, visuels et parlés.

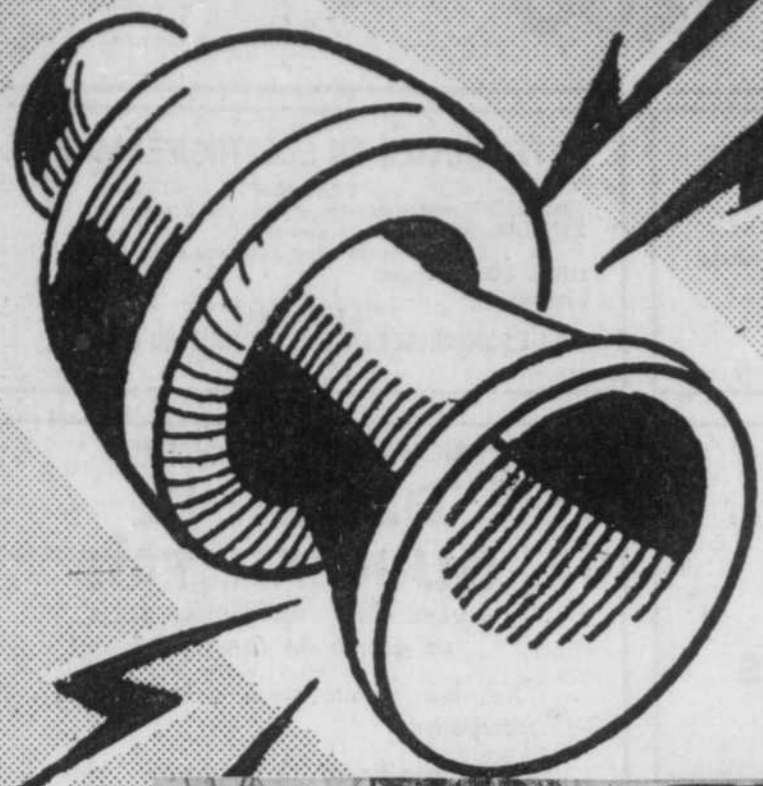
La connaissance du français et de l'anglais est essentielle. Les dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction Publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

\$13,638  
à \$15,457.

Si vous êtes intéressé, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae ou une demande d'emploi (PSC 367-4110) que vous pouvez vous procurer aux bureaux de la Commission de la Fonction Publique du Canada, aux Centres de Main-d'Oeuvre du Canada ou à un bureau de poste à l'adresse suivante:

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE  
DU CANADA  
Bureau régional du Québec  
Place du Canada, Bureau 1360  
Montréal, Qué. H3B 2R1

Veillez mentionner le numéro de concours 75-M400-4-201



# Alerte!

## les prix tombent!



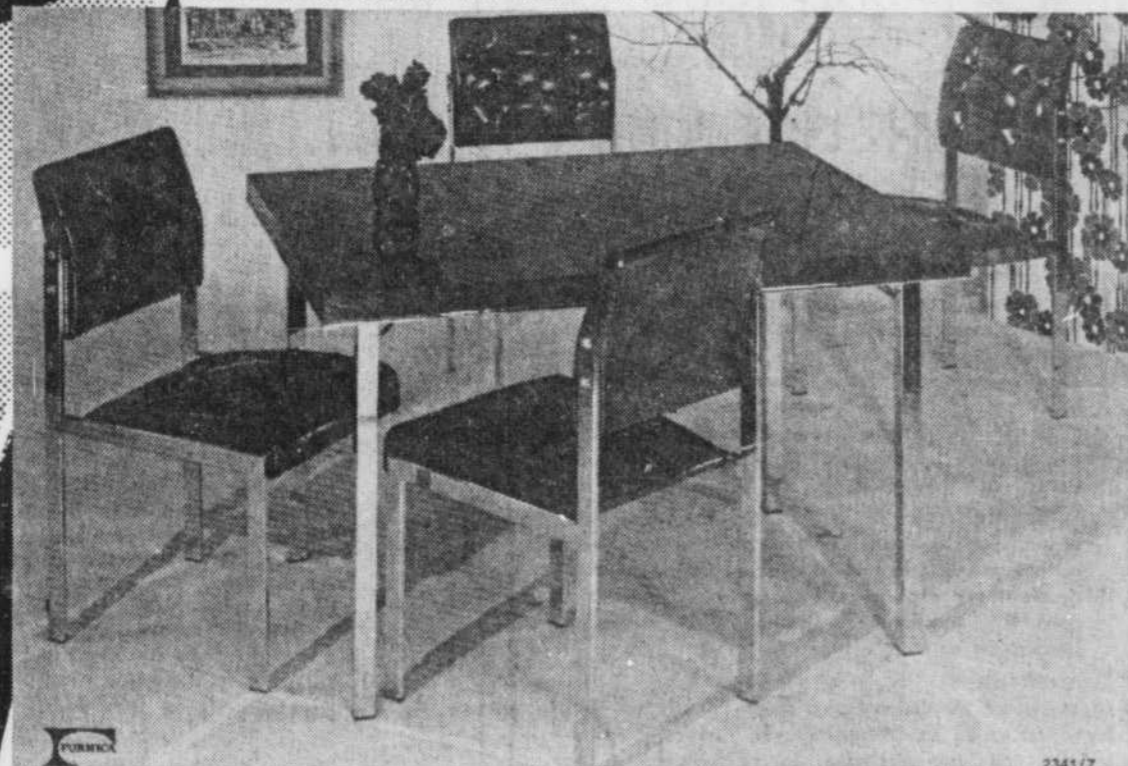
**TABLE: CH 2357/14**

Bronze Tableau fini suède, 42" de diamètre, extensible à 60" avec un panneau central pliant de 18".

**CHAISE: CH 2357**

Brun Royal Plush. Envers jersey. Dossiers et sièges en caoutchouc-mousse. Chaises disponibles en matériels Royal Plush et Andora seulement. Fini: Chrome brillant.

**359<sup>95</sup>**



**TABLE: CH 2341/7**

'California Plank' fini suède, 36" x 48" extensible à 60" avec un panneau central pliant de 12".

**CHAISE: CH 2341**

Bronze Charisma. Envers jersey. Dossiers et sièges en caoutchouc-mousse. Chaises non disponibles en matériel Andora. Fini: Chrome brillant.

**239<sup>95</sup>**



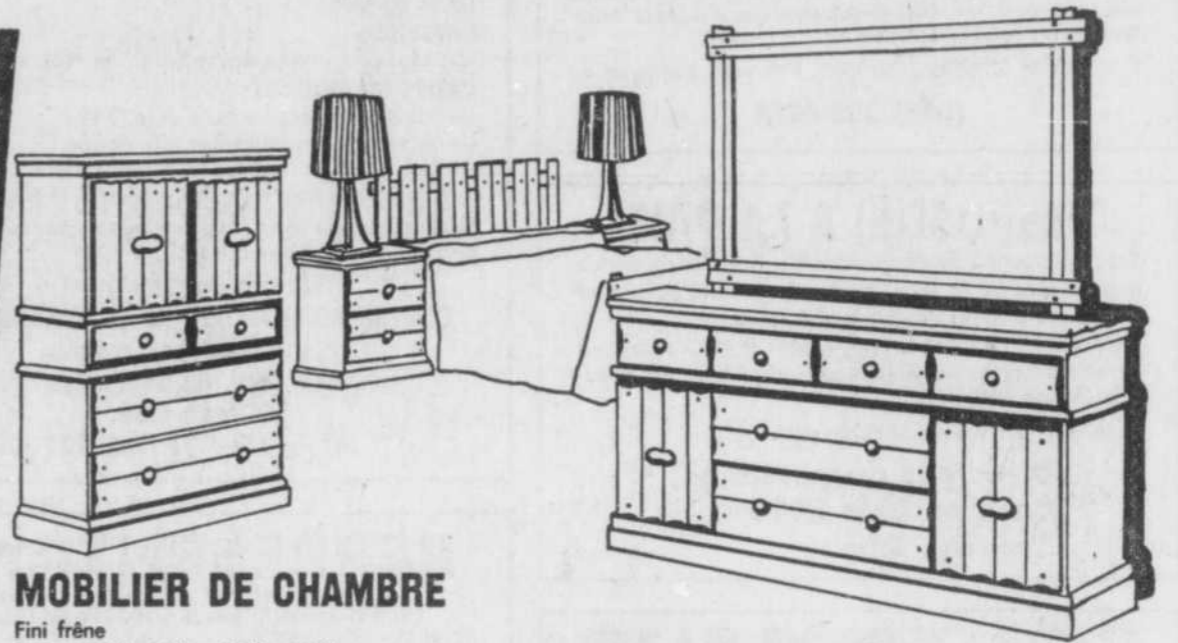
**TABLE: CH 2376/7**

'Kaywood' fini texture, 36" x 48" extensible à 60" avec un panneau central pliant de 12".

**CHAISE: CH 2376**

Noyer Como, extérieur du dossier rouille Andora. Matériel Como est: 44% Acrylique et 56% Coton. Matériel Andora est: 100% Viscose. Dossiers et sièges en caoutchouc-mousse. Fini: Chrome brillant.

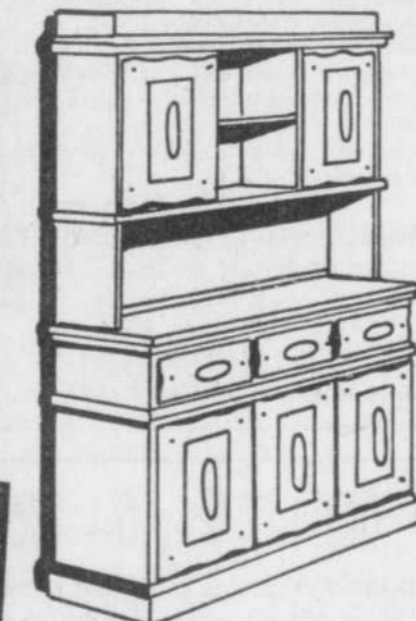
**259<sup>95</sup>**



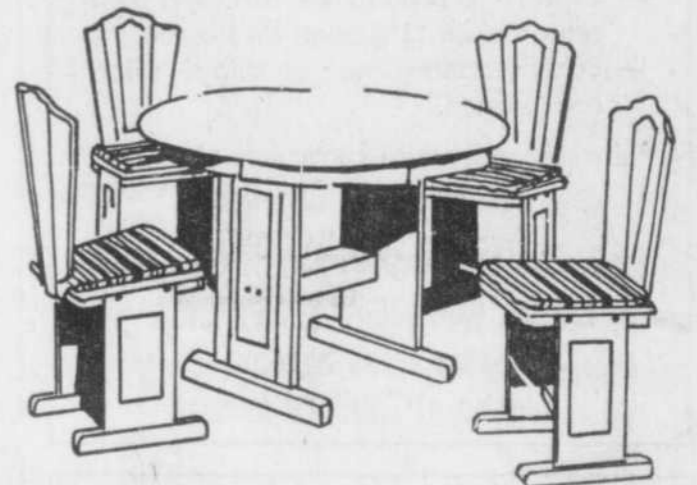
**MOBILIER DE CHAMBRE**

Fini frêne  
Bureau triple 66" x 18" x 31"  
Miroir 48" x 28"  
Chiffonnier 36" x 18" - 52"  
Lit 54" - 48" - 39"  
Tête de lit 39" - 48" - 54" - 80" - 102"  
Table de nuit 24" x 14" x 25" (\$69.95)

**\$469<sup>95</sup>**



**\$299<sup>95</sup>**

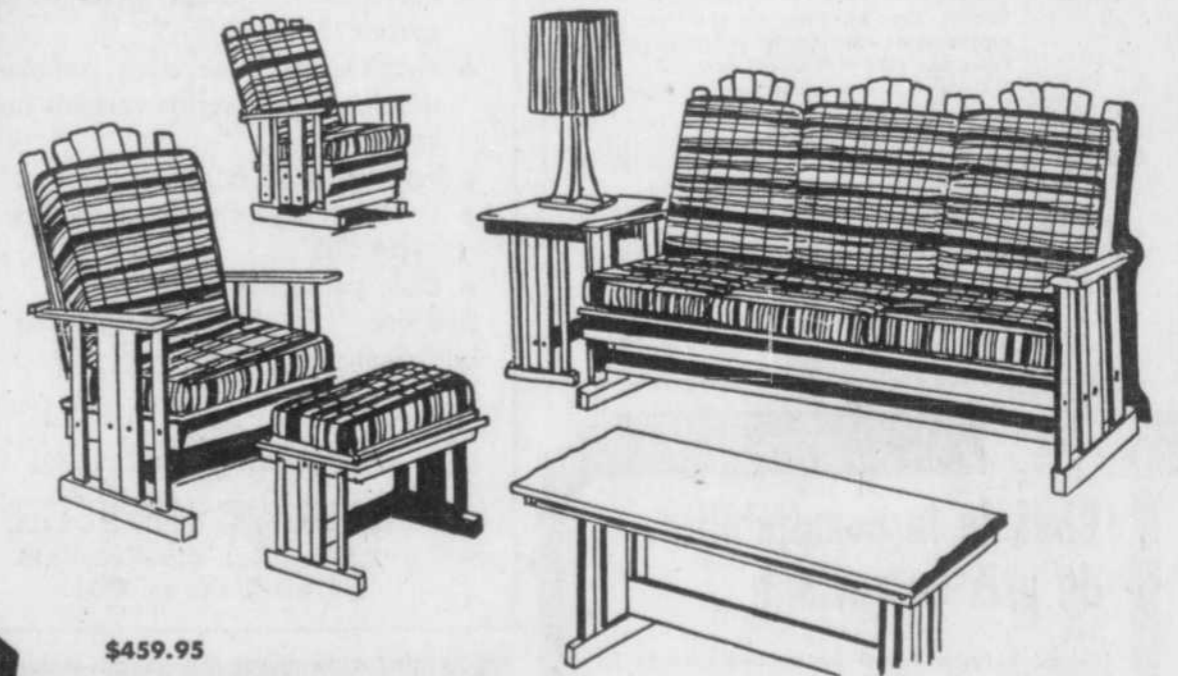


**MOBILIER DE SALLE A MANGER**

Fini frêne  
Buffet 50" x 18" x 31"  
Huche 50" x 12" x 36"

**\$323<sup>95</sup>**

Table ronde 45" dia. - ouverte 57"  
4 chaises 16" x 17"



\$459.95

Sofa 76" x 34" x 42"  
Fauteuil 34" x 30" x 42"

**MOBILIER DE SALON** fini frêne

Tabouret 20" x 18" x 17" \$52.50 Table de bout 26" x 18" x 24" \$54.95  
Bergante 34" x 30" x 42" \$159.95 Lampe de table 13" x 9" x 29" \$37.50  
Table à café 42" x 18" x 16" \$64.95 Lampe de plancher 18" x 13" x 63" \$59.95

• MISE DE COTE GRATUITE  
• AUCUN COMPTANT REQUIS

**GASTON Levesque INC.**

100 RUE CHABOT, 250 RUE ROUSSEAU,  
101 RUE BEAUCAGE — VILLE VANIER

